

**MAÎTRISE D'ŒUVRE PEM BERTIN  
POUR LES OUVRAGES DÉDIÉS À L'OPÉRATION  
BAOBAB**

MARCHE DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

---

REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(R.C) – PHASE CANDIDATURE

Date limite de remise des candidatures :

**Au plus tard le 30 JUILLET 2025 à 12h00 (heure locale)**

**Chaque candidat doit produire uniquement les éléments relatifs au dossier de candidature (article 6.1 du présent RC). Un RC mis à jour pourra, le cas échéant, être transmis aux candidats admis en phase d'offre (phase n°2).**

**DIRECTION DES MOBILITES**

MISSION TCSP BAOBAB

AVRIL 2025



# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>INFORMATIONS GENERALES</b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b>OBJET DU MARCHE</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>CONDITIONS GENERALES DU MARCHE</b>	<b>5</b>
<b>3.1</b>	<b>ÉTENDUE ET MODE DE LA CONSULTATION</b>	<b>5</b>
<b>3.2</b>	<b>HABILITATIONS</b>	<b>5</b>
<b>3.3</b>	<b>NOMENCLATURE CPV</b>	<b>5</b>
<b>3.4</b>	<b>NATURE DES PRIX</b>	<b>5</b>
	<b>LE MARCHE EST A PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. LEDIT PRIX EST REVISABLE. (CF. ARTICLE 7 DU CCAP)</b>	<b>5</b>
<b>3.5</b>	<b>DECOMPOSITION EN TRANCHES ET EN LOTS</b>	<b>6</b>
<b>3.5.1</b>	<b>ALLOTISSEMENT</b>	<b>6</b>
<b>3.5.2</b>	<b>DECOMPOSITION EN TRANCHES</b>	<b>6</b>
<b>3.6</b>	<b>MONTANT PREVISIONNEL DU COUT D'OBJECTIF</b>	<b>6</b>
<b>3.7</b>	<b>SOUS-TRAITANCE</b>	<b>6</b>
<b>3.8</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE CONSULTATION</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>VARIANTE</b>	<b>6</b>
<b>5</b>	<b>DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION</b>	<b>6</b>
<b>6</b>	<b>PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>6</b>
<b>6.1</b>	<b>DOSSIER DE CANDIDATURE</b>	<b>ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.</b>
<b>6.1.1</b>	<b>LE DOSSIER DE CANDIDATURE COMPREND :</b>	<b>7</b>
<b>6.1.2</b>	<b>POUR L'APPRECIATION DE LA CAPACITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE :</b>	<b>7</b>
<b>6.1.3</b>	<b>POUR L'APPRECIATION DE LA CAPACITE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE :</b>	<b>7</b>
<b>6.2</b>	<b>DOSSIER D'OFFRE</b>	<b>8</b>
<b>6.3</b>	<b>CONDITIONS DE REMISE DES PIECES DE CANDIDATURE ET D'OFFRE</b>	<b>9</b>
<b>6.3.1</b>	<b>DEMATERIALISATION</b>	<b>9</b>
<b>6.3.2</b>	<b>COPIE DE SAUVEGARDE</b>	<b>9</b>
<b>6.3.3</b>	<b>SIGNATURE DE L'OFFRE</b>	<b>10</b>
<b>7</b>	<b>JUGEMENT DES CANDIDATURES</b>	<b>11</b>
<b>7.1</b>	<b>NOMBRE DE CANDIDATURES AUTORISEES A REMETTRE UNE OFFRE</b>	<b>11</b>
<b>7.2</b>	<b>CRITERES DE JUGEMENT DES CANDIDATURES : 100 POINTS</b>	<b>11</b>
<b>7.3</b>	<b>CLASSEMENT DES CANDIDATURES</b>	<b>11</b>
<b>7.4</b>	<b>INVITATION A REMETTRE UNE OFFRE</b>	<b>11</b>
<b>8</b>	<b>JUGEMENT DES OFFRES</b>	<b>12</b>
<b>8.1</b>	<b>CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES : 100 POINTS</b>	<b>12</b>
<b>8.2</b>	<b>REGLES DE CORRECTION EN CAS D'ERREUR CONSTATEE</b>	<b>14</b>

<b>9</b>	<b>NÉGOCIATION ET PRIME</b>	<b>15</b>
<b>9.1</b>	<b>DECISION DE NEGOCIER</b>	<b>15</b>
<b>9.2</b>	<b>DEROULEMENT DE LA NEGOCIATION (EN CAS DE RECOURS A LA NEGOCIATION)</b>	<b>15</b>
<b>9.3</b>	<b>FIN DE LA NEGOCIATION</b>	<b>15</b>
<b>9.4</b>	<b>PRIME</b>	<b>15</b>
<b>10</b>	<b>AUTRES INFORMATIONS</b>	<b>16</b>
<b>10.1</b>	<b>PERSONNES A CONTACTER POUR TOUS RENSEIGNEMENTS</b>	<b>16</b>
<b>10.2</b>	<b>DATE ET HEURE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</b>	<b>16</b>
<b>10.3</b>	<b>PIECES A REMETTRE PAR LES 4 CANDIDATS SELECTIONNES ET PAR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT</b>	<b>17</b>
10.3.1	PIECES A REMETTRE PAR LES 4 CANDIDATS ADMIS A PRESENTER UNE OFFRE :	17
10.3.2	PIECES A REMETTRE PAR L'ATTRIBUTAIRE UNIQUEMENT	17
<b>10.4</b>	<b>FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE</b>	<b>17</b>
<b>10.5</b>	<b>PROCEDURES DE RECOURS</b>	<b>18</b>

## 1 INFORMATIONS GENERALES

**Nom et adresse de la Personne Publique et Personnel habilitée à donner les renseignements** (art. R2191-60 et suivants du Code de la Commande Publique) : M. le Président de la Communauté Intercommunale du Nord de La Réunion (C.I.N.O.R.)

**Adresse** : 3, rue de la Solidarité, CS 61025 - 97495 Sainte-Clotilde Cedex - Ile de La Réunion, France

**Point de contact** : Service des Marchés et des Contrats, 2<sup>ème</sup> étage - Tél. : 0262 92 34 24 - Fax : 0262 92 53 87 - Email : [achat.marche@cinor.org](mailto:achat.marche@cinor.org)

**Durée de validité des offres** : cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de réception des offres.

## 2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la **mission de Maîtrise d'œuvre PEM BERTIN pour les ouvrages dédiés à l'opération BAOBAB sur le territoire de la CINOR**

## 3 CONDITIONS GENERALES DU MARCHÉ

### 3.1 Étendue et mode de la consultation

Le présent marché est lancé selon la procédure avec négociation (**article R2124-4 du Code de la Commande Publique**).

**Entité Adjudicatrice :**

CINOR, Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion 3, rue de la Solidarité CS 61025 97495 Sainte-Clotilde Cedex (Réunion – France)

**ATTENTION : Au stade de la candidature, les opérateurs économiques sont invités à remettre uniquement les pièces de candidature listées à l'article 6.1 du présent règlement.**

**Seuls les candidats sélectionnés en phase de candidature seront invités à remettre une offre.**

**Au stade de la candidature, le dossier de consultation des entreprises est mis à disposition des opérateurs économiques uniquement pour information.**

**Le dossier de consultation des entreprises finalisé sera remis uniquement aux candidats admis à présenter une offre.**

### 3.2 Habilitations

Informations relatives à la profession : La participation est réservée à une profession particulière : oui pour une partie des prestations (établissement projet architectural faisant l'objet de la demande de permis de construire) qui sera assurée par un architecte selon l'art 3 de la loi no 77-2 du 03.01.1977 sur l'architecture et l'art L421-1 du code de l'urbanisme

### 3.3 Nomenclature CPV

- 71000000-8 : Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection ;
- 71200000-0 : Services d'architecture (seulement pour le Lot 3) ;
- 71300000-1 : Services d'ingénierie ;
- 71310000-4 : Services de conseil en matière d'ingénierie et de construction ;
- 71311300-4 : Services de conseil en matière d'infrastructure ;
- 71322000-1 : Services de conception technique pour la construction d'ouvrages de génie civil ;
- 71420000-8 : Services d'architecture paysagère
- 71332000-4 : Services d'ingénierie géotechnique

### 3.4 Nature des prix

Le marché est à prix global et forfaitaire. Ledit prix est révisable. (cf. article 7 du CCAP)

### **3.5 Décomposition en tranches et en lots**

#### **3.5.1 *Allotissement***

Aucun allotissement prévu

Pour une cohérence technique et architecturales, les prestations ne peuvent pas être dissociées.

#### **3.5.2 *Décomposition en tranches***

- TF = Études (APS/APD, AVP, PRO) + PRC + CONC + SYN + SSI + GEO + SUR (78 mois)
- TO1 = PEM + VRD (ACT/VISA/DET/AOR/OPC) (66 mois)
- TO2 = P+R (ACT/VISA/DET/AOR/OPC) (66 mois)
- TO3 = Passerelle (ACT/VISA/DET/AOR/OPC) (66 mois)

### **3.6 Montant prévisionnel du coût d'objectif**

Le montant prévisionnel des travaux pour l'ensemble des ouvrages est de **15 900 000,00 € HT (valeur 10/2024)**.

### **3.7 Sous-traitance**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont précisées aux articles R.2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique et à l'article L.2193-3 du Code de la Commande Publique.

### **3.8 Pièces constitutives du dossier de consultation**

#### **- Mise à disposition du dossier de consultation**

Les opérateurs économiques admis en phase de candidature seront invités dans un 2ème temps à soumissionner et à présenter une offre.

Les documents de la consultation sont toutefois mis à disposition des opérateurs économiques dès la phase de candidature, à titre d'information, pour permettre aux candidats d'apprécier les conditions du marché.

En phase d'offre, le dossier de consultation finalisé sera mis à disposition gratuitement des candidats retenus à l'issue de la phase de candidature et admis à présenter une offre. À cet effet, une lettre de consultation sera envoyée à chaque candidat retenu accompagnée de l'ensemble des pièces constitutives du dossier.

#### **- Contenu du dossier de consultation**

Le Dossier de consultation des entreprises (DCE) est constitué des documents suivants, mis à la disposition de l'ensemble des candidats :

- Le présent règlement de la consultation (RC) ainsi que les formulaire DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration capacités) ;
- L'acte d'engagement (AE) propre à chacun des lots et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

## **4 VARIANTE**

Les variantes ne sont pas autorisées. En cas de variante présentée, celle-ci sera écartée. Seule l'offre de base sera analysée, à condition d'être bien dissociée de la variante.

## **5 DUREE DU MARCHE - DELAIS D'EXECUTION**

Cf. dispositions de l'avis d'appel public à concurrence et à l'article 4 de l'acte d'engagement.

## **6 PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Les candidats produiront un dossier complet rédigé en langue française (et en euros).

## PHASE CANDIDATURE :

**ATTENTION : A ce stade de la procédure (phase candidature), les opérateurs économiques sont invités à remettre uniquement les pièces de candidature listées ci-dessous.**

**Les candidats n'ont pas à remettre les pièces d'offre à ce stade de la procédure. S'agissant d'une procédure avec négociation, seuls les opérateurs économiques admis en phase candidature seront invités ultérieurement par le pouvoir adjudicateur à soumissionner et à présenter une offre.**

**Le pli transmis par les candidats contient les renseignements relatifs à leur candidature (les pièces à remettre sont énumérées au 6.1 ci-dessous)**

### **6.1 Le dossier de candidature comprend :**

A. Lettre de candidature (ou formulaire DC1) renseignée, comprenant la déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'exclusion mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5 ou aux articles L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la Commande Publique, et notamment qu'il est en règle au regard des dispositions des articles L.5212-1 à L.5212-11 du Code du Travail.

B. Un justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession (ou numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1<sup>o</sup> de l'article R.2143-13 du Code de la Commande Publique), ou récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription, ou équivalent.

#### *6.1.1 Pour l'appréciation de la capacité économique et financière :*

C. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles, en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles.

NB : si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements demandés, il est autorisé à prouver sa capacité par tout autre moyen considéré comme approprié par l'Entité Adjudicatrice. Par exemple : attestation d'assurances pour risques professionnelles, garanties bancaires, bilans prévisionnels, etc.

#### *6.1.2 Pour l'appréciation de la capacité technique et professionnelle :*

D. Déclaration du candidat indiquant l'effectif moyen annuel et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années ;

E. Déclaration indiquant les moyens matériels dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ;

F. Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur indique que les éléments de preuve relatifs à des services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

G. Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique ou des cadres de l'entreprise, et, notamment, des responsables de prestations de service de même nature que celle du présent marché.

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporter la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du présent marché. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

En cas de groupement, l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées et énumérées ci-avant.

**Critères objectifs de participation** : les candidatures complètes seront évaluées au regard de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle ainsi que la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (notamment il sera apprécié le caractère probant des références présentées ainsi que la correspondance entre

les moyens [financiers, humains et matériels] du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des clauses techniques particulières).

L'Entité Adjudicatrice accepte que le candidat présente sa candidature dans les conditions posées à l'article R.2143-4 et les articles R.2143-13 et R.2143-14 du Code de la Commande Publique :

#### IMPORTANT

1/ Conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du Code de la Commande Publique, l'Entité Adjudicatrice accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission Européenne établissant le formulaire type pour le DUME, reprenant les documents ou renseignements de candidature réclamés ci-dessus.

2/ Conformément aux dispositions des articles R.2143-13 et R.2143-14 du Code de la Commande Publique, les candidats sont informés qu'ils sont dispensés de produire les documents ou renseignements sur la candidature (par exemple sur le chiffre d'affaires, les références professionnelles, les effectifs, les moyens matériels, le justificatif d'inscription au registre du commerce ou de la profession, etc.) à condition :

- Soit que la CINOR puisse obtenir directement des documents ou renseignements par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique. Les candidats doivent alors faire figurer dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et l'accès à ceux-ci doit être gratuit pour la CINOR,
- Soit que les documents et renseignements aient déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et demeurent valables (il appartient alors aux candidats de vérifier que ces documents ou renseignements fournis antérieurement sont encore valables).

## **6.2 PHASE OFFRE - Dossier d'offre : PIECES A FOURNIR ULTERIEUREMENT**

**Rappel : Les candidats n'ont pas à remettre les pièces d'offre à ce stade de la procédure (phase candidatures). Les opérateurs économiques admis en phase candidature seront invités ultérieurement, par courrier du pouvoir adjudicateur, à soumissionner et à présenter une offre.**

A titre indicatif, à ce stade de la procédure, il est précisé qu'il sera demandé ultérieurement aux seuls candidats sélectionnés de remettre les pièces comme suit :

Le dossier d'offre est constitué :

- A. De l'acte d'engagement dûment complété (si le candidat se présente en groupement conjoint, l'offre du candidat indique le montant et la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à exécuter) ;**
- B. Les annexes à l'acte d'engagement ;**
- C. Du mémoire technique argumentaire du candidat répondant aux critères et sous-critères tels que précisés au présent règlement de consultation.**

**Le mémoire sera accompagné à minima des pièces graphiques suivantes :**

- a. Plan masse 1/1000e couvrant le P+R, le PEM et la passerelle (imprimable au format A3) ;
- b. Carnet de plans du P+R (imprimable au format A3) :
  - i. Plan de toiture et d'insertion urbaine et paysagère 1/500e ;
  - ii. Plan des clôtures, des limites d'emprises et des espaces accessibles au public 1/500e ;
  - iii. Plan des niveaux 1/500e ;
  - iv. Coupes transversales / longitudinales et élévations (échelles à adapter) ;
  - v. 1 perspective depuis le Bd Jean Jaurès en sortie du pont Vinh San.
- c. Carnet de plans du PEM (imprimable au format A3) :
  - i. Plan d'insertion urbaine et paysagère 1/500e (avec et sans mobiliers) ;
  - ii. Plan des clôtures, des limites d'emprises et des espaces accessibles au public 1/500e ;
  - iii. Coupes transversales et longitudinales (échelles à adapter) ;



- iv. Axonométrie / volumétrie ;
- v. 1 perspective depuis le carrefour entre le Bd Jean Jaurès et la rue Tourette.
- d. Carnet de plans de la passerelle piétonne (imprimable au format A3) :
  - i. Plan d'insertion du tablier et pile(s) 1/200e ;
  - ii. Coupes transversales et longitudinales 1/200e ;
  - iii. Axonométrie / volumétrie ;
  - iv. 1 perspective depuis le carrefour entre le Bd Jean Jaurès et la rue G. des Molières.

Le mémoire technique réclamé sera contractuel dans son ensemble (pièces écrites et pièces graphiques) à la notification du marché.

Les personnes morales sont tenues d'indiquer dans leurs offres les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution de la prestation. Ces éléments d'information font partie de l'appréciation du critère Valeur technique.

Les documents remis par l'Entité Adjudicatrice, à l'exception de ceux visés ci-dessus, ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par la Personne Publique font foi.

**Tout dossier incomplet sera rejeté (en particulier, tous les prix demandés doivent être renseignés).**

### **6.3 Conditions de remise des pièces de candidature et d'offre**

#### *6.3.1 Dématérialisation*

##### **REMISE DES CANDIDATURES :**

Les candidats devront faire parvenir leurs plis contenant les pièces énumérées à l'article 6.2 ci-dessus, rédigés en langue française et l'offre formulée en euros, **au plus tard avant la date et heure indiquée en page de garde du présent règlement de consultation.**

Il est spécifié aux candidats que leur candidature et leur offre doivent être transmises **uniquement par voie électronique** :

- Sur le site [www.cinor.re](http://www.cinor.re), rubrique Marchés publics en cours (cliquer sur l'action « accéder à la consultation »),
- Ou sur le lien direct : <https://marches.cinor.fr> (plis à déposer sur l'affaire en question).

Les modalités de dépôt des plis par voie électronique sont précisées dans le formulaire d'aide aux entreprises pour la dématérialisation disponible sur le site <https://marches.cinor.fr>, rubrique « Aide ».

**Important :** pour éviter des anomalies, le candidat doit s'assurer qu'il respecte les prérequis ainsi que les consignes contenues dans le formulaire en ligne d'aide aux entreprises pour la dématérialisation.

Les documents transmis par les soumissionnaires à la Personne Publique devront obligatoirement être aux formats textes, ou tableaux, ou PDF (et compatibles pour une lecture sur un matériel type PC).

#### *6.3.2 Copie de sauvegarde*

Le candidat qui effectue une transmission de sa candidature et de son offre par voie électronique peut, parallèlement, transmettre, à **titre de copie de sauvegarde**, les documents de sa candidature et de son offre sur support physique électronique (disque dur, clé USB, etc.) ou sur support papier, à condition de les faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

Cette copie de sauvegarde devra être placée dans un pli scellé comportant les mentions lisibles suivantes obligatoires :

- Titre du marché public concerné,
- « COPIE DE SAUVEGARDE ».

Le pli ne pourra être ouvert que dans les conditions prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Attention, la copie de sauvegarde peut également être transmise par voie électronique, conformément aux dispositions du décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022.

## REMISE DES OFFRES :

Il ne pourra être exigé que des seuls candidats sélectionnés qu'ils justifient, avant l'envoi de l'invitation à soumissionner, ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnées aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du code de la commande publique (article R.2144-5).

Les candidats admis à présenter une offre devront également transmettre leur offre par voie électronique sur la plateforme de dématérialisation, selon les modalités précisées dans les lettres de consultation qui seront transmises aux candidats invités à soumissionner.

### 6.3.3 Signature de l'offre

Afin de simplifier le dépôt des offres, le Code de la Commande Publique **ne fait plus obligation à l'opérateur économique, soumissionnant seul ou sous forme de groupement, de signer l'offre présentée.**

Le candidat peut signer l'acte d'engagement dès la remise de son offre s'il le souhaite. **En tout état de cause, la signature de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au terme de la procédure**, du seul candidat déclaré attributaire.

L'attributaire sera invité à signer électroniquement uniquement l'acte d'engagement et à le déposer sur la plateforme de dématérialisation. La signature électronique devra être conforme aux prescriptions annoncées dans l'arrêté du 12 avril 2018 portant sur la signature électronique, et notamment permettre la procédure de vérification de la signature constatée par un contrôle fonctionnel qui portera au minimum sur les points suivants :

- Identité du signataire ;
- Appartenance du certificat de signataire à l'une des catégories de certificats mentionnées à l'article 2 de l'arrêté du 12 avril 2018 (à savoir être conforme au règlement « Eidas » imposé par la réglementation européenne) ;
- Respect du format de signature mentionné à l'article 3 de l'arrêté du 12 avril 2018 (les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n°2015/1506 de la Commission Européenne du 8 septembre 2015) ;
- Caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de la signature (attention au délai de validité du certificat délivré habituellement pour une année) ;
- Intégrité du document signé.

Dans le cas où l'attributaire ne disposerait pas, dans le délai imparti par l'Entité Adjudicatrice, d'un certificat de signature électronique valide pour signer l'acte d'engagement, il sera autorisé à remettre ledit document signé de manière manuscrite par voie papier.

En tout état de cause, l'absence de remise de l'offre signée électroniquement (ou, à défaut, de manière manuscrite par voies papier), dans le délai imparti par l'Entité Adjudicatrice, entraînera le rejet de l'offre.

De même, l'absence de remise de tous les documents justificatifs demandés à l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent règlement de consultation, dans le délai imparti par l'Entité Adjudicatrice, entraînera le rejet de l'offre.

## 7 JUGEMENT DES CANDIDATURES

La procédure avec négociation peut nécessiter la modification de la candidature, par exemple en raison de l'ajout ou de l'abandon d'une compétence.

Dans le cas où un candidat, retenu pour remettre une offre, devrait modifier sa candidature, celle-ci sera à nouveau analysée pour vérifier qu'elle répond aux critères énumérés ci-après.

### 7.1 **Nombre de candidatures autorisées à remettre une offre**

Seuls **quatre (4)** candidats seront autorisés à remettre une offre.

### 7.2 **Critères de jugement des candidatures : 100 points**

#### **1. Critère relatif à la capacité professionnelle : Qualité des références et des compétences professionnelles requises dans les domaines suivants (65 points)**

Ce Critère sera apprécié à partir des pièces F et G du dossier de candidatures, et au regard des compétences présentées dans les domaines suivants :

- conception architecturale en matière d'ERP, de pôle d'échange et de parking silo : 25 points
- conception de bâtiments bioclimatiques et de systèmes d'énergie renouvelable : 25 points
- ingénierie et construction en génie civil, bâtiment et aménagements urbains : 15 points

#### **2. Critère relatif à la capacité financière : Moyens financiers mobilisables en vue de la bonne exécution des prestations (15 points)**

Ce critère sera apprécié à partir de la pièce C du dossier de candidature : 15 points

#### **3. Critère relatif à la capacité technique : Moyens humains et matériels mobilisables en vue de la bonne exécution des prestations (20 points)**

Ce critère apprécié au regard des pièces D et E du dossier de candidature : 20 points

**La note globale est l'addition des notes de chacun des trois critères.**

### 7.3 **Classement des candidatures**

Les candidatures n'ayant pas obtenu une note globale supérieure ou égale à 60 points ne seront pas retenues.

Les candidatures retenues seront classées selon l'ordre décroissant de la note globale obtenue.

Les quatre candidats ayant obtenu les plus hautes notes globales seront autorisés à remettre une offre.

En cas d'ex-aequo entre les candidats classés 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, la candidature retenue sera celle qui aura obtenu la meilleure note au critère n°1 puis, en cas de nouvelle égalité, celle qui aura obtenu la meilleure note au critère n°3.

### 7.4 **Invitation à remettre une offre**

Le délai entre la réception des candidatures et l'invitation à remettre une offre ne saurait excéder cent-quatre-vingts (180) jours.

## 8 JUGEMENT DES OFFRES

L'appréciation des offres se fera comme suit.

### 8.1 Critères de jugement des offres : 100 points

Les offres font l'objet d'un classement en fonction de la note totale obtenue par chaque soumissionnaire au regard de l'addition des points attribués pour chacun des critères de jugement pondérés suivants :

- Valeur Prix : 35%
- Valeur Technique : 45%
- Valeur RSE : 20%

CRITERE	SOUS-CRITERE	POINTS
<b>Valeur Prix</b> 35%	<p>Sur la base de l'acte d'engagement, le candidat sera évalué à travers la somme du montant total des prestations indiquées dans le cahier des charges (y compris les missions complémentaires).</p> <p>L'offre financière la moins-disante se verra attribuer 35 points.</p> <p>Les autres soumissionnaires se verront attribuer une note selon la formule suivante :</p> $N = 35 \times (\text{offre la moins-disante} / \text{offre du soumissionnaire concerné})$	/35 points
	<p><b>La méthodologie</b> proposée pour l'exécution des missions normalisées et complémentaires et démontrant la compréhension de l'interface avec les différents intervenants du projet. Le candidat fournira également des exemples types de livrables. Ce sous-critère sera également jugé sur la cohérence globale de la proposition technique du candidat et de sa cohérence par rapport au besoin exprimé. Il sera aussi jugé la pertinence des prestations attendues.</p>	/8 points
	<p><b>L'organisation, les qualifications les expériences et la mobilisation</b> du personnel assigné à l'exécution du marché. Le candidat présente les personnes dédiées à l'exécution du marché (Directeur de projet nommément désigné à l'acte d'engagement, équipe projet, etc.).</p>	/12 points
	<p><b>L'analyse critique du programme, du coût et du calendrier</b> permettant de proposer des améliorations. Cette analyse sera complétée par une proposition d'allotissement et de phasage des travaux.</p>	/10 points
<b>Valeur Technique</b> 45%	<p><b>La qualité du projet analysée notamment via les productions graphiques et notices associées de niveau APS</b> : insertion dans le site, fonctionnalité des différents ouvrages et fonctionnement global du site, articulation avec la station de TPC, prise en compte des projets connexes, qualité architecturale et paysagère, accessibilité et traitement de l'intermodalité, confort des espaces voyageurs (matériaux, mobiliers, éclairage, bruit, ventilation, ...)</p>	/15 points
	<p><i>Présentation de la démarche RSE (Responsabilité sociétale de l'entreprise) en lien avec les conditions d'exécution du marché, conformément aux attentes précisées ci-après :</i></p>	
	<p><b>Phase Conception : Engagements pour une conception durable</b></p> <p>Le candidat présente les mesures d'écoconception et d'écoconstruction des ouvrages du programme afin de réduire leur empreinte sur l'environnement (compensation carbone, matériaux biosourcés, construction passive, autonomie énergétique, dispositifs d'énergie renouvelable et part de l'énergie compensée, ventilation naturelle des locaux, orientation des locaux, protection solaire des façades, récupération des eaux de pluie, choix des espèces et des essences végétales, ...).</p>	/10 points
	<p><b>Phase Réalisation : Plan de Management du Développement Durable (PMDD)</b></p> <p>Mesures proposées et indicateurs de suivi d'un chantier "vert" : maîtrise des pollutions et des nuisances, gestion des déchets, économie circulaire, respect de la biodiversité, maintien des circulations et du cadre de vie, propreté, bilan carbone, ...</p>	/5 points
<b>Valeur RSE 20%</b>	<p><b>Les mesures prises pour limiter l'impact environnemental de sa prestation pour toute la durée du marché</b> (mobilité décarbonée, visioconférence, usage de logiciel économes en énergie, méthodes innovantes...). Le candidat est invité à étayer les mesures par tout élément de preuve permettant de justifier les propositions</p>	/3 points

	<p><b>Les engagements sociaux au regard des mesures prises pour :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>remplir les engagements de la clause d'insertion sociale (Encadrement technique et tutorat proposé pour les personnes en insertion ou en stage, Dispositif de formation proposé pour les personnes en insertion ou en stage) – <b>01 points</b></i></li> <li>- <i>vérifier et contrôler les engagements des entreprises de travaux en matière de lutte contre le travail dissimulé – <b>01 points</b></i></li> </ul>	/2 points

**Nota : l'offre initiale ainsi que l'offre définitive seront analysées selon ces mêmes critères**

**Classement** : La note globale attribuée à l'offre sera calculée comme suit :

**Note Finale = Note Prix + Note Technique + Note Environnementale**

**L'offre économiquement la plus avantageuse est celle dont la note globale est la plus élevée.**

NB1 : Pour le marché, et dans le cas où la valeur technique/performance environnementale est un critère de jugement des offres, un sous-critère de la valeur technique/performance environnementale, non renseigné par le candidat se traduira par la note de 0 (zéro). Plus les éléments par sous-critère seront détaillés et pertinents, meilleure sera la note. En cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivalra à l'absence de remise d'un mémoire technique. De même, en cas de non-renseignement de l'ensemble des sous-critères de la performance environnementale (si ce dernier est érigé en critère), l'offre sera éliminée dans son ensemble.

NB2 : Pour la formule de notation du critère prix, si le prix est un critère de jugement et si un prix égal à zéro euro est proposé par un candidat et que son offre n'est pas éliminée pour cause d'offre anormalement basse non justifiée, il sera ajouté, pour la comparaison des offres de prix, +1 (un) euro à chacun des offres comparées (et donc +1 (un) au numérateur et au dénominateur de la formule de notation du prix).

NB3 : Dans le cas où un lot ou marché est ouvert à variante(s), les candidats sont informés que la Personne Publique analysera, si la condition précitée est réunie, toutes les offres (de base et en variante) entre elles au regard des mêmes critères de jugement des offres énoncés au présent article, et établira un classement unique des offres (intégrant les offres de base et les offres en variante). L'offre qui aura obtenu la meilleure note sera classée première et déclarée attributaire.

## **8.2 Règles de correction en cas d'erreur constatée**

Le **montant total général de l'offre, réputé intangible, sera considéré comme le résultat de la consultation** et prévaudra sur toute autre indication dans l'offre. S'il est demandé aux candidats de fournir une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et si la DPGF remise comporte des erreurs de multiplication, d'addition ou de report, la DPGF sera modifiée en conséquence. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

Les montants totaux indiqués éventuellement dans les autres pièces de l'offre seront modifiés en conséquence. L'Entité Adjudicatrice pourra demander au candidat d'effectuer les corrections. En cas de refus de correction des erreurs, l'offre pourra être éliminée pour incohérence.

**Par dérogation aux règles de principe énoncées ci-dessus, la seule exception qui sera admise au caractère intangible du montant total général est le cas prévu par la jurisprudence du Conseil d'État n°349149, du 21 septembre 2011, où il sera permis à titre exceptionnel de rectifier une erreur purement matérielle, d'une nature telle que nul ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.**

## 9 NÉGOCIATION ET PRIME

### 9.1 Décision de négocier

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier ou pas selon la qualité des offres reçues.

Dans le cas où il n'y aurait pas de négociation, le jugement des offres se fera sur les offres initiales.

### 9.2 Déroulement de la négociation (en cas de recours à la négociation)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans mener de négociation. Les candidats sont informés qu'en cas de recours à la négociation, celle-ci s'effectuerait selon les formes et modalités suivantes : négociation par voie écrite et /ou orale avec rencontre des intéressés dans les locaux du pouvoir adjudicateur. Il pourra être effectué un ou plusieurs tours de négociation.

En cas de recours à la négociation, la(ou les) négociation(s) sera(ont) engagée(s) avec les candidats par voie électronique.

Après la date de remise des offres, les candidats seront informés en temps utile des modalités de déroulement de cette négociation, si elle est décidée.

La (ou les) négociation(s) pourra(ont) porter sur tous les éléments de l'offre. Elle(s) pourra(ont) également permettre d'ajuster certaines caractéristiques initiales du marché et de compléter éventuellement les pièces du DCE, sans pouvoir toutefois modifier de manière substantielle les données initiales soumises à consultation.

**Les exigences minimales insusceptibles de négociation sont les suivantes :**

- **Les durées d'exécution de chaque tranche**

### 9.3 Fin de la négociation

À la fin de la phase de négociation, les candidats recevront un courrier leur demandant de confirmer les engagements pris tout au long de la négociation et de transmettre leur offre définitive. Le courrier précisera le délai de rendu.

La clôture des négociations se fera par la réception de cette offre définitive.

### 9.4 Prime

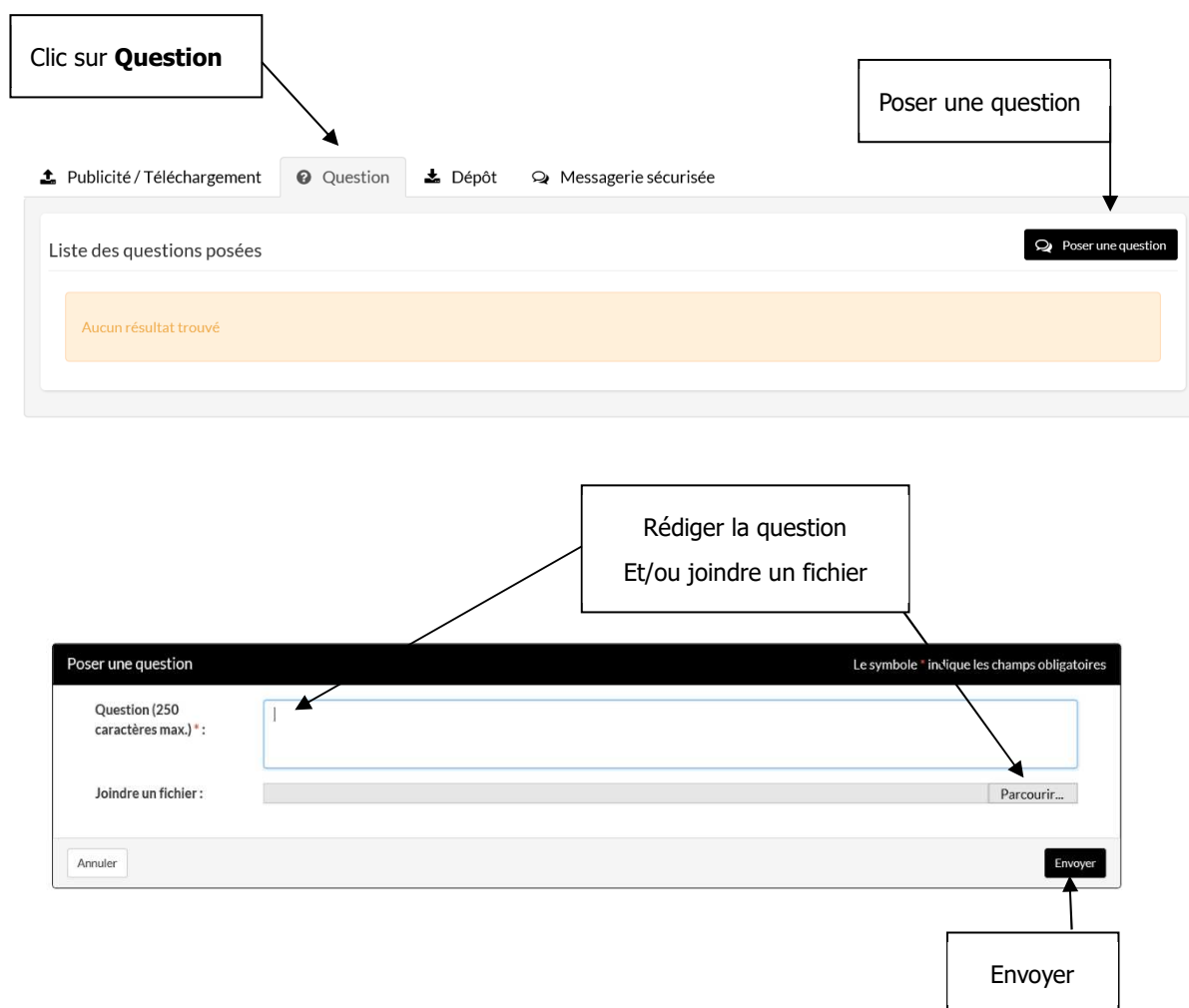
Les candidats ayant remis une proposition initiale et une offre finale conformes aux exigences des documents de la consultation reçoivent une prime d'un montant maximum de 35 000 euros HT. Cette prime pourra être réduite ou non versée dans le cas où la qualité des offres est insuffisante au regard des exigences des documents de la consultation, ou en cas d'offre inappropriée, irrégulière ou inacceptable. Le montant de la prime versée au titulaire du marché sera déduit de sa rémunération. Le versement de la prime aux candidats s'effectuera dans un délai de 30 jours, à compter de la demande de versement émise par le candidat concerné.

## 10 AUTRES INFORMATIONS

### 10.1 Personnes à contacter pour tous renseignements

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 12 (douze) jours avant la date limite de remise des candidatures ou des offres, une demande **par voie électronique** (<https://marches.cinor.fr>) et ce en suivant les instructions ci-après :

1. Ouvrir l'affaire concernée sur le site <https://marches.cinor.fr> par la rubrique « Accéder à la consultation » ;
2. Onglet « Question », puis « Poser une question » ;
3. Rédigez votre question dans le cadre « Question (250 caractères max) » ou/et « Joindre un fichier » en cliquant sur « Parcourir » ;
4. « Envoyer ».



The diagram illustrates the process of asking a question on the Cinor platform. It shows a navigation bar with tabs: Publicité / Téléchargement, Question, Dépôt, and Messagerie sécurisée. An arrow labeled 'Clic sur Question' points to the 'Question' tab. Below the tabs, there is a section titled 'Liste des questions posées' with a button 'Poser une question'. An arrow labeled 'Poser une question' points to this button. Below this, there is a form titled 'Poser une question' with a text area for 'Question (250 caractères max.) \*' and a file upload section 'Joindre un fichier :'. An arrow labeled 'Rédiger la question Et/ou joindre un fichier' points to the text area. Another arrow points to the 'Parcourir...' button. At the bottom of the form are buttons 'Annuler' and 'Envoyer'. An arrow labeled 'Envoyer' points to the 'Envoyer' button.

Une réponse sera ensuite transmise à tous les candidats, au plus tard 6 (six) jours avant la date limite de remise des candidatures ou des offres.

### 10.2 Date et heure limite de remise des candidatures et des offres

Les candidats devront faire parvenir leur pli contenant les pièces de candidature énumérées à l'article 6.1.1 du présent règlement au plus tard avant la date et heure indiquées dans l'Avis d'Appel Public à Candidature (AAPC).



A l'issue de la phase de candidature, les candidats retenus devront faire parvenir leur pli contenant les pièces d'offre énumérées à l'article 6.2 du présent règlement avant la date et heure indiquées dans la lettre d'invitation à soumissionner qui leur sera transmise.

Pour les deux phases (candidature et offre), les plis parvenus hors délais ne seront pas retenus sauf dans l'hypothèse où l'acheteur public dispose d'éléments tangibles montrant que le pli électronique a commencé à être transmis avant l'échéance de fermeture de la remise des plis et si la copie de sauvegarde est, elle, parvenue dans les délais.

### **10.3 Pièces à remettre par les 4 candidats sélectionnés et par l'attributaire uniquement**

#### *10.3.1 Pièces à remettre par les 4 candidats admis à présenter une offre :*

Avant la consultation des 4 candidats admis, ces derniers devront remettre les pièces et documents de nature justifier qu'ils n'entrent pas dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique.

#### *10.3.2 Pièces à remettre par l'attributaire uniquement*

Conformément aux dispositions de l'article R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique, il est précisé qu'il ne pourra être exigé que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas être dans un cas d'interdiction de soumissionner, et notamment les documents justificatifs et moyens de preuve mentionnés aux articles R.2143-6 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché fournira le justificatif des pouvoirs de la personne habilitée à engager le candidat. Une simple attestation sur l'honneur de la personne déclarant être habilitée à engager le candidat ne sera pas acceptée. Le justificatif devra être probant (par exemple, statuts ou mandat, etc.).

En cas de groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Si une forme juridique est imposée dans l'avis d'appel public à concurrence ou le présent règlement de la consultation, au stade de l'attribution le groupement devra revêtir cette forme.

Les candidats sont informés que préalablement à la signature du marché, l'Entité Adjudicatrice réclamera à l'attributaire une attestation justifiant de la souscription d'une assurance de responsabilité décennale couvrant les responsabilités résultant des principes posés par les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code Civil, et comprenant les mentions minimales fixées par l'article A243-3 du code des assurances.

En cas de refus de produire ces documents ou de production de documents non valables, l'offre sera éliminée.

**Pour information, le coût total prévisionnel de la construction des ouvrages soumis à décennale déclaré par le Maître de l'ouvrage s'élève à 12 000 000,00€ HT, soit 13 020 000,00 € TTC (TVA = 8,5 %).**

### **10.4 Forme juridique de l'attributaire**

Conformément à l'article R. 2142-22 du code de la commande publique, la forme du groupement après attribution peut être imposée par l'Acheteur, dès lors que cette transformation est nécessaire à la bonne exécution du marché.

**Justification pour la solidarité du mandataire en cas de groupement :** L'acheteur n'exige pas que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée pour la présentation d'une candidature ou d'une offre.

**En cas d'attribution à un groupement conjoint, l'acheteur exigera la forme juridique suivante après l'attribution du marché : Conformément à l'article R2142-24 du Code de la commande publique, en raison de la nature et de l'importance des prestations, et afin d'assurer une exécution fiable et continue du marché, le mandataire du groupement conjoint sera solidaire de chacun des membres.**

## **10.5 Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Saint-Denis - La Réunion

27 rue Félix Guyon,

CS 61 107

97404 Saint-Denis Cedex

Tél : 02 62 92 46 60      Télécopie : 02 62 92 43 62

Courriel : greffe.ta-reunion@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://la-reunion.tribunal-administratif.fr/>

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes : Référé précontractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat. Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA. Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.